

**Cahier des Clauses Administratives Particulières  
(C.C.A.P)**

**Relatif à**

**L'évaluation de la mise en œuvre de la Charte du Parc national de  
Port-Cros**

**Marché 25 023 PC**

# Cahier des clauses administratives particulières

1 CARACTÉRISTIQUES GENERALES DES MARCHES.....	4
11 OBJET DU MARCHÉ.....	4
12 FORME DES MARCHES ET RÉFÉRENCES AUX ARTICLES DE LA RÉGLEMENTATION EN MATIÈRE DE MARCHES PUBLICS.....	4
13 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ : .....	4
21 CONTENU DES PRESTATIONS.....	4
211 Contenu de la mission .....	4
212 Obligation de confidentialité .....	5
22 EXÉCUTION DES PRESTATIONS .....	5
221 Durée d'exécution.....	5
222 Lieu d'exécution.....	5
223 Délai d'exécution.....	5
224 Tranche optionnelle.....	6
225 Équipe dédiée à l'exécution de la prestation.....	6
226 Forme et remise des documents d'études.....	6
227 Utilisation des résultats .....	6
23 SOUS-TRAITANCE.....	7
3 ASPECT FINANCIER DES MARCHES.....	7
31 PRIX.....	7
311 Forme des prix .....	7
312 Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes	7
313 Modalités de révision .....	7
32 MODALITÉS FINANCIÈRES.....	8
321 Acomptes.....	8
322 Modalités de règlement.....	8
324 Cession –nantissement.....	10
33 PENALITES.....	10
331 Pénalités de retard.....	11
332 Autres pénalités .....	11
333 Vérification, admission, ajournement, réfaction et rejet .....	11
4 ASSURANCE, DIFFÉRENDS ET LITIGES .....	12

41 ASSURANCE.....	12
42 RÉSILIATION DU MARCHE – REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	12
43 LITIGES.....	12
5 GESTION DES ATTESTATIONS LÉGALES HIVEO.....	12
6 DÉROGATIONS AU CCAG/PRESTATIONS INTELLECTUELLES.....	13

# 1 CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DES MARCHES

## 11 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché concerne la réalisation de l'évaluation de la Charte du Parc national de Port-Cros.

La description des études et des livrables attendus, et leurs spécifications techniques, sont indiqués dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

Conformément à l'article 2 du CCAG/PI, l'« acheteur » ci-après désigné est le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire.

## 12 FORME DES MARCHES ET RÉFÉRENCES AUX ARTICLES DE LA RÉGLEMENTATION EN MATIÈRE DE MARCHES PUBLICS

Le marché est passé en procédure adaptée, en vertu de l'article R 2123-1 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant application du code de la commande publique.

Marché fractionné, article R.2113-4, comportant une tranche ferme et une tranche optionnelle.

## 13 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ :

Les pièces constitutives du marché sont des pièces particulières et des pièces générales. Les pièces générales, bien que non jointes au marché, sont réputées connues de l'entreprise. Conformément à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces contractuelles sont dans l'ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE),
- Les éléments de décomposition financière de l'offre (DPGF),
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de prestations intellectuelles, arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1<sup>er</sup> avril 2021,
- L'offre technique du titulaire et son calendrier détaillé d'exécution,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs.

# 2 PRESTATIONS DU MARCHÉ

## 21 CONTENU DES PRESTATIONS

### 211 Contenu de la mission

La mission comprend une phase préalable de diagnostic et de recueil de données complémentaires relative à la mise en œuvre de la Charte afin de mener, en phase deux une évaluation de cette politique publique du territoire du PNPC.

La dernière phase, en tranche optionnelle, concerne la structuration d'un dispositif de suivi de mise en œuvre de la Charte et de son évaluation continue.

## **212 Obligation de confidentialité**

Conformément à l'article 5 du CCAG/PI, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations, ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître, sauf autorisation préalable et expresse du PNPC. Le titulaire est donc tenu au secret professionnel. Le titulaire s'interdit également d'utiliser un document transmis par le PNPC pour une mission autre que celle prévue au marché.

## **22 EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **221 Durée d'exécution**

Le marché est conclu à compter de sa date de notification pour toute la durée de la prestation jusqu'à admission sans réserve de celle-ci.

L'exécution des prestations objet du présent marché démarre à notification.

### **222 Lieu d'exécution**

Les prestations s'exécutent dans les locaux du titulaire, sont néanmoins envisagés des déplacements sur le territoire du Parc national de Port-Cros et à son siège (Hyères), notamment pour les phases de préparation, de mise en œuvre et de restitution en relation avec le PNPC.

### **223 Délai d'exécution**

L'acheteur souhaite une remise du livrable final de la tranche ferme au plus tard pour la fin septembre 2027 de manière à respecter une présentation préalable à la tenue du Conseil d'administration.

L'exécution de la tranche optionnelle, si elle affermit, prend fin postérieurement à la réalisation de la tranche ferme.

Le délai d'exécution est conforme au calendrier d'exécution détaillé validé par le PNPC, en adéquation avec les attentes du PNPC, et sur lequel le titulaire s'engage.

En cas de difficultés, le titulaire doit impérativement en informer l'acheteur afin de soumettre à son appréciation les solutions envisagées pour rattraper un éventuel retard ou, à condition que ce retard ne soit pas imputable au titulaire lui-même, lui accorder une prolongation de délai expresse.

Toute prolongation de délai doit impérativement faire l'objet d'une autorisation du PNPC sur ordre de service sans qu'il soit besoin d'établir un avenant pour prolonger la durée d'exécution du marché.

## **224 Tranche optionnelle**

L'exécution de la tranche optionnelle est subordonnée à la décision de l'acheteur de l'affermir. La décision d'affermissement d'une tranche est notifiée au titulaire à la notification du marché ou dans un délai de 24 mois à compter de la notification du marché.

Aucune indemnité d'attente ou de dédit n'est versée en cas de retard ou de dédit dans l'affermissement de la tranche optionnelle.

## **225 Équipe dédiée à l'exécution de la prestation**

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour réaliser la prestation et assurer sa bonne fin.

Le titulaire s'engage donc à mettre en place l'équipe des personnes compétentes dont les CV ont été présentés dans son offre et il s'efforce d'assurer la pérennité de cette équipe pendant toute la durée du marché.

En cas d'absence ou d'indisponibilité, supérieure à 5 jours ouvrés, d'un ou de membres de l'équipe pressentie, le titulaire est tenu d'assurer le niveau de compétence des intervenants remplaçants et de qualité de la prestation, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Si cette éventualité se présente, le titulaire doit en informer le PNPC dans les plus brefs délais et soumettre à la validation de l'acheteur le CV du ou des personnels proposés en remplacement. Le PNPC est en mesure de refuser le(s) CV proposé(s) et le titulaire tenu d'en présenter un (d') autre(s).

## **226 Forme et remise des documents d'études**

Il est attendu des études et des livrables clairs et précis conformes aux exigences du CCTP.

Si les documents comprennent des données chiffrées et des données techniques, elles sont accompagnées d'un commentaire bref destiné à en faciliter la lecture et argumenter l'interprétation.

De plus, il est exigé un niveau de qualité rédactionnelle correct tant sur le fond que sur la forme : simplicité et clarté du style (pas d'ambiguïté), langage écrit, respect des règles orthographiques, grammaticales et typologiques.

Les documents sont remis par voie numérique au représentant désigné de l'acheteur dont les coordonnées sont communiquées au titulaire en début de marché.

## **227 Utilisation des résultats**

Le régime général des connaissances antérieures et d'utilisation des résultats est conforme à celui énoncé au chapitre 6 du CCAG/PI.

Ainsi la conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété afférents aux connaissances antérieures du titulaire. En revanche, le titulaire accorde à l'acheteur les droits pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, tels que définis à l'article 35 du CCAG/PI.

## 23 SOUS-TRAITANCE

La déclaration du sous-traitant est effectuée à l'aide du formulaire DC 4 « déclaration du sous-traitant ». Ce formulaire est adressé dûment renseigné, notamment pour le bénéfice ou non du paiement direct, et signé conformément à l'article 3.6 du CCAG / travaux.

Il est rappelé aux entrepreneurs que la Loi du 31 décembre 1975 et des articles R 2193-1 et 2 du Code de la commande publique leur font obligation de présenter leurs éventuels sous-traitants à l'agrément du maître de l'ouvrage :

- soit lors la conclusion du marché,
- soit avant l'intervention des sous-traitants sur le chantier.

La sous-traitance de second rang n'est pas acceptée.

## 3 ASPECT FINANCIER DES MARCHES

### 31 PRIX

#### 311 Forme des prix

Les prestations objet du marché sont réglées par application d'un **prix global et forfaitaire**.

Les prix sont révisibles.

Les prix sont établis en euro hors taxes. Le montant de la T.V.A. correspond au taux applicable au moment du fait générateur (exécution des prestations).

Dans le cas d'une variation du taux en cours d'exécution, il sera tenu compte de cette variation dans les prix de règlement.

#### 312 Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes

Les prix sont réputés « tout compris » : supports, déplacements, hébergements, etc.

Quel que soit le stade de l'avancement des prestations, les corrections que le titulaire doit apporter à ses dossiers sont incluses dans sa mission si elles se limitent à des aménagements ne remettant pas en cause l'esprit du projet ni des propositions antérieurement validées par l'acheteur.

#### 313 Modalités de révision

##### Généralités

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Lorsqu'une série est arrêtée, la série équivalente utilisée pour le calcul de la révision des prix est celle proposée par l'INSEE en remplacement de la série arrêtée.

L'application de la révision des prix est à la charge du titulaire, qui doit y procéder conformément aux stipulations du marché lors de l'établissement de la facturation. En cas

d'inexactitude de celle-ci, la facture est rejetée au motif de révision des prix non conforme aux clauses du marché.

### **Formule de révision**

$$P = P_o * [ 0,60 + 0,40 (I/I_o) ]$$

dans laquelle :

P = Prix révisé

P<sub>o</sub> = prix initial

I = dernier indice mensuel définitif connu au mois de facturation des prestations

I<sub>o</sub> = indice du mois de fixation du prix dans l'offre

L'indice insee utilisé est l'indice SYNTEC <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010546022>

## **32 MODALITÉS FINANCIÈRES**

### **321 Acomptes**

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes mensuels selon l'avancée de la prestation et après certification du service fait. La facturation est établie sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire.

### **322 Modalités de règlement**

#### **Facturation**

Le règlement des sommes dues demeure subordonné à la production de la facture laquelle n'est pas réclamée au titulaire.

La facture comporte, outre les mentions légales, les mentions suivantes : dates, références (numéro et désignation) du marché ; numéro d'engagement juridique, désignation de la part des prestations exécutées ainsi que la période concernée.

L'adresse client est :

Parc national de Port-Cros – 181 allée du Castel Sainte-Claire – 83400 Hyères

L'adresse de facturation est :

Office français de la biodiversité – Parc national de Port-Cros

Pôle de Montpellier - Immeuble Tabella - 125 impasse Adam Smith – 34470 Pérols

Elle est établie en un exemplaire daté, faisant référence au présent marché et adressée à l'acheteur pour certification du service fait.

**Les factures sont obligatoirement déposées sur le portail Chorus pro <https://chorus-pro.gouv.fr> en indiquant le n° de SIRET 188 300 057 000109 et le service : MARCHES.**

#### **Paielements**



Le paiement intervient par virement au compte correspondant au relevé d'identité bancaire joint par le titulaire.

La monnaie du marché est l'euro.

le PNPC procède au paiement des sommes dues dans un délai maximal de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Dans le cas où la facture est reçue avant certification du service fait, la date prise en compte est celle du service fait.

Le délai global peut être suspendu par l'ordonnateur pour réclamer des pièces ou informations complémentaires ; le délai après la suspension est obligatoirement de 30 jours, à partir de la date de fin de suspension.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **Paiement au sous-traitant**

La déclaration de sous-traitance (DC4) précise tous les éléments de l'article R 2193-1 à 4 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, et pris en application de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, et indique notamment ce qui doit être réglé respectivement aux sous-traitants éventuels.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom du pouvoir adjudicateur, à l'entreprise titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date (article R 2193-11), ainsi qu'au maître d'œuvre avec la preuve de dépôt attestant de sa demande auprès du titulaire.

Le titulaire dispose alors de 15 jours calendaires pour accepter ou refuser le paiement et adresse sa décision au maître d'œuvre pour validation puis transmission au service financier du PNPC. Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le maître d'œuvre de l'accord du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ou refus de paiement.

### **Paiement en cas de co-traitance**

Si le marché est attribué à un groupement solidaire, les paiements s'effectuent sur un compte unique ouvert au nom du groupement, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement : dans ce cas, le groupement doit préciser les coordonnées bancaires de chacun des co-traitants et renseigner, dans l'acte d'engagement, la répartition détaillée des prestations que chaque co-traitant s'engage à exécuter ; chaque co-traitant peut alors nantir la part qui lui revient.

En cas de groupement conjoint, les paiements sont effectués sur les comptes de chaque membre du groupement. Les co-traitants renseignent la répartition détaillée des prestations que chacun s'engage à exécuter, dans l'acte d'engagement et dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

### 323 Avance

Lorsque les conditions énoncées à l'article R.2191-3 du Code de la Commande publique sont réunies (montant initial du marché supérieur à 50 000 euros HT et délai d'exécution supérieur à deux mois), le titulaire bénéficie d'une avance dont il peut cependant refuser le versement : le renoncement ou non au bénéfice de l'avance est précisé par le titulaire à l'article D2 de l'acte d'engagement (AE).

L'option B du CCAG/PI s'applique. L'avance est fixée à 30 %.

Dans le cas où le titulaire a perçu une avance, le remboursement de cette dernière s'effectue, dans la mesure du possible, par précompte unique sur les sommes dues au titulaire lorsque le montant des prestations exécutées par lui atteint ou dépasse 70% du montant total du marché, toutes taxes comprises. Dans l'éventualité où la somme précomptée ne permet pas de récupérer le montant total de l'avance, le montant restant dû est prélevé sur les sommes dues ultérieurement au titulaire.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées.

### 324 Cession –nantissement

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité dématérialisé nécessaire à la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance est délivré, sur demande écrite du titulaire, par la personne publique.

Sont désignés :

Comme personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R 2191-60 relatif aux marchés publics : la Directrice du PNPC.

Comme comptable assignataire des paiements :

Agent comptable

Agence Française pour la Biodiversité - Pôle de Montpellier

Immeuble Tabella

125, Impasse Adam Smith

34470 PEROLS

### 33 PENALITES

En dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG/PI, les pénalités sont appliquées quel que soit leur montant et le montant total des pénalités de toute nature est plafonnées à 15% du montant total hors taxes du marché.

En dérogation à l'article 14.1.1, lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités, il invite le titulaire à présenter ses observations par écrit dans un délai de 4 jours ouvrés.

### 331 Pénalités de retard

Tout retard supérieur à 15 jours calendaires dans la remise des livrables telle que définie dans le calendrier détaillé d'exécution sur lequel le titulaire s'est engagé, fait l'objet d'application de pénalités.

En dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/PI, est appliqué une pénalité égale à un forfait de 100 euros par jour calendaire de retard.

### 332 Autres pénalités

En cas de non-respect de la qualité rédactionnelle des livrables (manque de clarté des informations transmises, et/ou plus de trois fautes (grammaticales, orthographiques et typologique) par page, il est fait application d'une pénalité égale à 5 % du montant HT des documents tels que définis dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

En cas de non-respect du niveau de compétence des intervenants sur la base desquels l'offre a été retenue, il est fait application d'une pénalité égale à 10 % du montant HT des prestations telles que définies dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

### 333 Vérification, admission, ajournement, réfaction et rejet

Opération de vérification

Les opérations de vérifications s'opèrent conformément à l'article 28 du CCAG/PI. Elles permettent à l'acheteur de contrôler que le titulaire a réalisé les prestations définies dans le marché conformément aux prescriptions qui y sont fixées.

La validation et l'admission des livrables (cahier des charges et rapport) s'appuie sur les :

- Exhaustivité des documents remis,
- Compréhension et restitution correcte du contexte, des objectifs,
- Exhaustivité des rendus et respect du formalisme attendu,
- Clarté des bilans et faisabilité des propositions,
- Qualité rédactionnelle et lisibilité.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG/PI, l'acheteur dispose d'un délai de 2 mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

En dérogation à l'article 29 du CCAG/PI, en cas de silence de l'acheteur à expiration du délai mentionné ci-dessus, il n'y a pas d'admission tacite. L'admission doit impérativement être notifiée au titulaire. Si l'acheteur n'est pas en mesure de respecter le délai ci-dessus, il en informe le titulaire et lui fait part de la durée de la prolongation du délai de vérification.

L'ajournement s'applique dans les conditions prévues au CCAG/PI (cf. 29.2).

Les réfactions s'appliquent conformément à l'article 29.3 du CCAG/PI, et sont calculées sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire.

## 4 ASSURANCE, DIFFÉRENDS ET LITIGES

### 41 ASSURANCE

Le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant tous les risques dont il peut être tenu pour responsable du fait de son activité.

Il doit fournir une attestation d'assurance en responsabilité civile justifiant qu'il est à jour de ses cotisations avant tout début d'exécution du marché.

Ces dispositions s'appliquent également aux sous-traitants.

### 42 RÉSILIATION DU MARCHÉ – REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de non-exécution satisfaisante de la prestation réalisée, constatée et notifiée au titulaire par lettre recommandée, le marché peut être résilié sans préavis par le PNPC sans aucune indemnité, seuls seront facturés les prestations réalisées et conformes au CCTP.

Il sera fait application des articles 36 à 42 du C.C.A.G./PI.

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, l'administrateur ou le liquidateur est mis en demeure par le PNPC de se prononcer sur la capacité du titulaire à poursuivre l'exécution du marché. Sans réponse de sa part dans un délai d'un mois, le marché est résilié de plein droit.

### 43 LITIGES

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché dans les conditions et délais définis à l'article 55.1 du CCAG/travaux.

En cas d'échec de la procédure amiable, une procédure contentieuse emportera saisine du tribunal administratif de Toulon selon les lois et les règlements en vigueur en France.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## 5 GESTION DES ATTESTATIONS LÉGALES HIVEO

Afin de respecter ses obligations en matière de réglementation du travail, le titulaire s'engage à utiliser les services de la société HIVEO (HIVEO – RCS Lyon 527 737 738 – [www.hiveo.fr](http://www.hiveo.fr)), pour la diffusion des documents administratifs tiers exigés dans le cadre du présent contrat et à en autoriser l'accès au Donneur d'ordre (l'acheteur). Cette plateforme est entièrement gratuite pour le titulaire.

En cas d'abonnement à la plateforme Attestation Légale, le dossier du titulaire est automatiquement synchronisé sur la solution HIVEO. Le titulaire s'engage à maintenir son abonnement actif pendant toute la durée du présent marché. Il s'engage en outre à répondre dans les 7 jours à toute demande de transmission de documents administratifs pendant toute la durée du marché.

Dans les 7 jours qui suivent la notification du marché, il doit créer un compte gratuit sur HIVEO et pouvoir en apporter la preuve à l'acheteur sur simple demande. Le compte doit être maintenu actif pendant toute la durée du présent marché.

Le titulaire s'engage à répondre dans les 7 jours à toute demande de transmission de documents administratifs par HIVEO pendant toute la durée du marché. Dans le cas où les documents réclamés ne seraient pas transmis dans les délais, le donneur d'ordre se réserve la possibilité d'interdire la poursuite du contrat en attendant qu'il ait fait diligence. Si le titulaire ne répond pas dans le délai imparti, le donneur d'ordre se réserve le droit d'appliquer les mesures prévues au marché en matière de résiliation.

Le fournisseur s'engage sur l'honneur à la sincérité et à l'exhaustivité dans les éléments et documents transmis à HIVEO.

## 6 DÉROGATIONS AU CCAG/PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Les paragraphes du présent CCAP dérogent aux articles du CCAG/PI dans les conditions définies ci-dessous :

§ du CCAP	Articles du CCAG/PI
33 pénalités	14.1.2 et 14.1.3 plafond d'application des pénalités à 15 % au lieu de 10 % et non exonération des pénalités inférieures à 1000 euros. 14.1.1 titulaire invité à présenter ses observations dans un délai de 4 jours ouvrés au lieu de 15 jours.
331 « pénalités retard » et 332 « autres pénalités »	14.1 application de pénalités forfaitaires et autres pénalités proportionnelles (%)
333 Vérification, admission, ajournement, réfaction et rejet	29 pas d'admission tacite en cas de silence de l'acheteur dans le délai de 15 jours,